

Politique d'apartheid en Afrique du Sud

Banji Asante

University of Kinshasa, DR Congo

Email: Banji3@gmail.com

Résumé

La discrimination raciale est un très gros problème et se retrouve dans plusieurs pays tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne et le plus dominant en Afrique du Sud avec la politique d'apartheid. Par conséquent, l'Afrique du Sud est au centre de la lutte contre le racisme vers la réalisation de la justice. Le mot apartheid signifie "séparation" en langue africaine et il décrit la rigidité raciale qui régit la division entre la population minoritaire blanche et la population blanche majoritaire. La lutte de la majorité des Noirs africains contre la domination des minorités blanches est le principal et dernier conflit racial. La communauté internationale l'encourage activement. Cependant, le groupe blanc était assez important et trop fort alors que le pouvoir noir était si faible et divisé, qu'à la fin une personne du nom de Nelson Mandela apparaissait, qui était active dans la lutte pour l'élimination de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, le motif que des crises et des conflits raciaux surgiraient. ce qui s'est passé là-bas était bientôt terminé et l'Afrique du Sud est devenue un pays propice.

Mots clés: Politique d'apartheid, racisme, conflit racial.



A. INTRODUCCION

L'Afrique du Sud est l'une des plus anciennes nations du continent africain. De nombreuses tribus sont devenues des résidents, notamment les tribus Khoi, Bushmen, Xhosa et Zulu. L'explorateur hollandais connu sous le nom d'Afrikaner y arriva en 1652. A cette époque, la Grande-Bretagne s'intéressait également à ce pays, notamment après la découverte d'abondantes réserves de diamants. Cela a conduit à la guerre anglo-néerlandaise et à deux guerres des Boers. En 1910, les quatre principales républiques ont fusionné sous l'Unité de l'Afrique du Sud. En 1931, l'Afrique du Sud est devenue une colonie britannique à part entière.

Bien que ce pays soit sous domination britannique, ils ont été contraints de partager le pouvoir avec les Afrikaners. Cette division du pouvoir s'est poursuivie jusqu'aux années 1940, lorsque le parti pro-afrikaner, le Parti national (NP) a obtenu la majorité au parlement. Les stratégies du parti avaient créé la base de l'apartheid (qui a été adopté en 1948), un moyen de protéger le système économique et social du pays avec la domination blanche et la discrimination raciale. Cependant, le gouvernement britannique a souvent mis en garde toute l'affaire de l'apartheid en Afrique du Sud. En 1961, après des élections blanches, l'Afrique du Sud a été déclassifiée en tant que république. À partir des années 1960, le « Grand Apartheid » (Big Apartheid) a été mis en place, cette politique mettant l'accent sur l'aliénation du territoire et la tyrannie de la police. L'oppression des Noirs s'est poursuivie jusqu'à la fin du 20e siècle. En février 1990, grâce aux encouragements d'autres nations et à l'opposition intense de divers mouvements anti-apartheid, en particulier du Congrès

national africain (ANC), le gouvernement du Parti national sous la direction du président F.W. De Klerk a levé l'interdiction du Congrès national africain et des partis Une autre politique de gauche et la libération de Nelson Mandela de prison. La loi sur l'apartheid a commencé à être supprimée sur un perlands et des élections sans discrimination ont été organisées pour la première fois en 1994. Le parti ANC a remporté une grande victoire et Nelson Mandela a été nommé premier président noir d'Afrique du Sud. Bien que le pouvoir soit entre les mains des Noirs, des millions de sa population vivent encore dans la pauvreté.

B. MÉTHODE

En 1948, le Parti national est élu au pouvoir. Cela a aggravé la mise en œuvre de la ségrégation raciale entreprise sous le colonialisme. Dispositions néerlandaises et britanniques, et le gouvernement sud-africain qui suit depuis la formation de l'union. Gouvernement nationaliste.

Les partisans de la séparation systémique existante de la couleur de la peau, classant toutes les personnes en trois compétitions, les droits de développement et les restrictions pour chacun, telles que les lois sur l'obtention du diplôme et les restrictions de résidence. La minorité blanche contrôle la très grande majorité des noirs plus grands. Le système d'isolement est devenu connu ensemble comme l'Apartheid. L'apartheid, les politiques de ségrégation raciale suivies auparavant en Afrique du Sud. Le mot apartheid signifie "séparation" dans la langue de l'Afrique et il illustre la rigidité raciale qui régit la division entre la population blanche minoritaire et la population blanche majoritaire. Le Parti national de l'apartheid a été introduit dans le cadre de sa campagne aux élections de 1948 et avec la victoire du Parti national, qui a inscrit l'apartheid dans la politique politique sud-africaine jusqu'au début des années 1990. Même s'il n'y a pas de base légale pour l'apartheid, socialement, l'économie et la division politique entre l'Afrique du Sud blanche et noire continue d'exister. La loi sur l'apartheid des personnes est classée selon trois grands groupes raciaux blancs; le sida, ou les Noirs africains et de couleur, ou les personnes d'ascendance mixte. Ensuite, les Asiatiques, ou les Indiens et les Pakistanais, ont été ajoutés comme quatrième catégorie. Les lois déterminent l'endroit où les membres de chaque groupe peuvent vivre, le travail qu'ils peuvent conserver et le type d'éducation qu'ils peuvent recevoir.

La loi interdit les relations sociales de contact entre les races, autorise la séparation des installations publiques et refuse la représentation des non-blancs dans les gouvernements nationaux. Les personnes qui s'opposent ouvertement à l'apartheid sont considérées comme communistes et le gouvernement a adopté des lois de sécurité strictes en vigueur qui ont transformé l'Afrique du Sud en un État policier. (SOURCE : Davis, Richard Hunt. « Apartheid. » Microsoft® Student 2008 [DVD]. Redmond, WA : Microsoft Corporation, 2007.) Le conflit en Afrique du Sud a de nombreuses racines dans le racisme. Architecte de l'apartheid, Dr. Hendrik Verwoerd lorsqu'il était Premier ministre de la République d'Afrique du Sud, a adopté l'idéologie de l'apartheid qui a été renforcée par la Constitution. Le point est : " le principe central de l'apartheid était que chaque groupe devrait se développer

séparément et atteindre l'autonomie dans son domaine. et les races africaines. rica; 2) le blanc est une race civilisée ; 3) Les intérêts blancs doivent être au-dessus des intérêts noirs ; 4) les races blanches sont des Afrikaners et des blancs en langue anglaise. Les Afrikaners soutiennent que la séparation est importante pour leur survie. La lutte de la majorité des Noirs africains contre la domination des minorités blanches est un conflit majeur et ultime en Asie. La communauté internationale l'encourage activement. Cependant, le groupe blanc est assez nombreux et trop fort alors que le pouvoir noir est si faible et divisé pour changer rapidement le statu quo de l'intérieur. De même, les pays voisins sud-africains sont trop pauvres et faibles. Le monde blanc aisé s'intéresse tellement aux produits miniers stockés sur Terre en Afrique du Sud que leur attitude est ambiguë et la pression décisive insuffisante de l'extérieur. (Source : Livre sur le développement des relations internationales en Afrique par le Dr Abdul Hadi Adnan)

C. DISCUSSION

La discrimination raciale est un très gros problème et se retrouve dans plusieurs pays tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne et le plus dominant en Afrique du Sud avec sa politique d'apartheid. Par conséquent, l'Afrique du Sud est au centre de la lutte contre le racisme vers la réalisation de la justice. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'état du monde a changé, le privilège a commencé à être aliéné, en particulier ce privilège associé à la couleur de la peau. Si au cours des siècles précédents, les nations européennes se sont empressées d'occuper et de contrôler des zones qui n'étaient pas blanches (régions hors d'Europe), mais maintenant, précisément après la Seconde Guerre mondiale, elles ont commencé à se démenier pour libérer leurs territoires coloniaux et donner l'indépendance un par un, même si c'est souvent fait à la va-vite sans préparation, autant que nécessaire et sans penser à ce qu'il adviendra de ces régions si la relation entre les autorités et leurs subordonnés (territoire colonial) était brutalement rompue. Mais une telle chose ne s'est pas produite en Afrique du Sud, les blancs essayaient plutôt de renforcer leurs privilèges et leur pouvoir sans tenir compte de la prose du monde qui s'est considérablement accrue. Parce que les Blancs d'Afrique australe sont assez nombreux pour dépasser les 5 millions et ont vécu pendant des siècles, se sont multipliés, ont des liens familiaux étendus de sorte qu'il n'y a pas d'espace pour eux de rentrer chez eux. Par conséquent, ils ont développé leur propre politique et se revendiquent comme des « tribus africaines blanches » et y vivent. Les Blancs ne sont pas disposés à voir qu'ils doivent être égaux et droits à sa dignité avec les Noirs / Africains. Dès lors, ils ont deux alternatives : continuer à gouverner les Noirs comme si de rien n'était ou leur donner une certaine autonomie. Ces deux alternatives sont dirigées par un parti, le Parti national dirigé par Daniel François, qui est très important et se trouve dans plusieurs Malan. Le parti a remporté les élections en 1948 avec le système d'apartheid. La victoire du National Party n'est pas une coïncidence, mais est le résultat de la situation sud-africaine elle-même. À l'époque agraire, le peuple a développé un système de stratification économique et sociale basé sur la race dans lequel la minorité blanche

occupe la première place et la majorité noire occupe la dernière place, tandis que les places entre elles sont colorées et la classe asiatique (indienne). Lorsque la position blanche a été menacée en raison du développement de l'industrie blanche, ils ont fait tout leur possible pour la sauver et la renforcer. Dans cette intention, le Parti national a également formulé le programme d'apartheid.

Le processus politique de l'apartheid et en Afrique du Sud

1. Politique raciale

L'essence de l'apartheid selon Tony Beaumont dans son livre *South Africa After Siege* est que chaque groupe doit se développer séparément et atteindre l'autonomie dans sa zone (chaque groupe doit se développer séparément et doit atteindre son autonomie régionale respective). Ceci est élaboré de quatre manières, à savoir dans la stratification de la population dans l'ordre des Blancs, des gens de couleur (mixtes), d'origine asiatique (ici généralement des Indiens) et des Bantous (natifs noirs) ; la peau blanche est une race civilisée ; intérêts blancs sur les noirs; et anglais blanc. La pensée idéologique de l'apartheid, telle qu'elle est expliquée dans la section précédente, soutient le Group Areas Act de 1950. Les logements sont séparés en fonction de la stratification raciale existante. Les gens du cuir vivent beaucoup dans la région frontalière du nord jusqu'à la frontière orientale de l'Afrique du Sud. Pour les personnes noires qui sont en dehors de leur zone pendant plus de 72 heures sans autorisation spéciale de l'agent du travail autochtone, elles seront emprisonnées.

Dans la zone noire, une répartition régionale s'est ensuite effectuée en fonction des ethnies existantes. Ces zones étaient alors appelées Homelands (homeland) ou Bantoustans (zones bantoues). Dix de ces régions ont finalement été établies, à savoir Bophuthatswana, Ciskei, Gazankulu, Kangwane, Kwandebele, Kwazulu, Lebowa, Qwaqwa, Transkei et Venda. Ces zones ne représentent que 14% de l'Afrique du Sud et sont destinées à 72% des Bantous. Parce qu'il s'agit d'une autonomie régionale, le développement économique des Homelands n'est pas bon. Les ressources dans la région sont également peu nombreuses et ne peuvent donc pas répondre aux besoins de la communauté. Sans parler du nombre croissant de population chaque année, rendant les Homelands denses et sales. Contrairement aux conditions dans la région qui appartient aux blancs. Leur superficie est grande avec peu d'habitants. Sans oublier les abondantes ressources naturelles, comme les diamants, le manganèse et l'or. La peau blanche à cette époque était très prospère. Non seulement les problèmes de logement sont différenciés, mais les problèmes de travail, d'éducation et de mariage sont également discriminés. Les Noirs ne deviennent généralement que des ouvriers, mais comme leur nombre augmente chaque année, ils se retrouvent progressivement au chômage. Tous les noirs ne sont pas éduqués. Même s'il est équipé, l'enseignement diffère aussi dans les cours. Ceci est basé sur la Loi sur l'éducation bantoue. Pour les mariages, les mariages interreligieux leur sont également interdits.

2. Résistance à l'apartheid

Le célèbre mouvement de masse a eu lieu lors d'une manifestation nationale le 21 mars 1960 dirigée par le Congrès national africain (ANC) et le Congrès panafricaniste (PAC). Ils protestaient contre l'apartheid, qui devenait de plus en plus mauvais pour eux, notamment le problème du travail. Manifestants existants devant le commissariat de Sharpeville. Ils brûlent des choses. La police craint qu'ils ne deviennent plus. La situation étant devenue chaotique, la police a finalement ouvert le feu. Même lorsque la foule a tenté de s'échapper, la police a quand même tiré. 69 Noirs sont morts, dont des femmes et des enfants, et plus de 180 personnes ont été blessées. Une semaine plus tard, l'action croissante se rebellait. Manifestations, grèves et troubles dans tout le pays. Le gouvernement a alors déclaré l'état d'urgence. 18 000 personnes ont été arrêtées. L'ANC et le PAC ont finalement été interdits après cet incident. Les deux partis ne font que passer dans la clandestinité, plus que cela ils seront exilés. La tragédie du massacre de Sharpeville a été condamnée par le monde international. Le Conseil de sécurité de l'ONU accuse le gouvernement sud-africain du massacre de Sharpeville. L'Assemblée générale des Nations Unies considère l'apartheid comme un crime contre l'humanité.

Le gouvernement sud-africain prend des mesures politiques chez lui. Auparavant, le gouvernement sud-africain a publié l'assistance à l'autonomie gouvernementale, qui offrait un siège de représentation limité aux citoyens noirs pour pouvoir développer leurs régions et se préparer à l'indépendance. Cela a été suivi par le Bantu Homelands Consution Act, où la zone noire pouvait avoir son propre drapeau national et sa propre chanson. L'interdiction est qu'ils ne peuvent pas avoir une armée, entrer en relations avec d'autres pays, posséder une usine d'armes et faire des lois régissant les postes, les télécommunications, les finances et l'immigration. La zone bantoue la plus développée est le Transkei. À la demande du Premier ministre Matan-zima, en 1976, le Transkei est libéré. mais cela fut condamné par la domination blanche qui resta inébranlable. autre noir. Les États-Unis et la Grande-Bretagne Dans son développement, les critiques ont non seulement répondu négativement, mais ont supposé qu'elles venaient de l'intérieur, mais aussi de l'étranger. s'ils soutiennent l'indépendance de Tran - ils appellent tous à la destitution du skei, c'est qu'ils justifient le cours de la pratique de l'apartheid en Afrique du Sud. Aparté. L'Assemblée générale des Nations Unies a elle-même déclaré l'indépendance illégale.

Dans d'autres parties du monde, en Inde, il y a eu un mouvement étudiant noir de la South African Student Organization (SASO) en 1972. Il y a eu des affrontements sanglants avec la police là-bas. En 1973, les travailleurs noirs se mettent en grève. Ils ont exigé des améliorations du sort et des salaires plus élevés. Cette fois, il n'y a pas eu de réaction du gouvernement. Au lieu de cela, le gouvernement a augmenté leurs salaires parce qu'ils étaient considérés comme trop bas. Le gouvernement reconnaît également le besoin d'opportunités de formation pour les travailleurs afin d'améliorer la qualité du travail de manière plus efficace. Mais c'était différent dans l'événement trois ans plus tard. Un affrontement majeur entre les manifestants et la police sud-africaine a eu lieu à Soweto, près de Johannesburg et de Pretoria le 16 juin 1976. Des

milliers de lycéens noirs ont manifesté contre le gouvernement régissant certaines matières à enseigner en Afrique, qui était considérée comme la langue de oppression. Au moins 575 personnes sont décédées. Des émeutes et des affrontements entre policiers et étudiants se sont répandus dans tout le pays. Cela a conduit à une nouvelle phase du processus de libération où la jeunesse noire est devenue très impliquée. De nombreux jeunes noirs ont tenté de quitter le pays pour rejoindre les mouvements de libération, certains sont également restés et ont travaillé avec des mouvements de résistance clandestins. Entre septembre 1984 et mars 1986, il a été allégué que plus de 1 000 personnes ont été tuées. De nombreux affrontements ont eu lieu, non seulement entre les Noirs et les Blancs, mais aussi entre les Noirs eux-mêmes. Les Noirs plus âgés se sentent mieux de coopérer avec les Blancs, mais les jeunes les rejettent. Malgré les nombreux bouleversements sociaux, la suprématie de

Le rôle de Nelson Mandela dans la politique de l'apartheid

Nelson Mandela est un grand homme d'État d'Afrique du Sud et même le monde est cohérent avec sa lutte contre le régime raciste d'apartheid. Né le 18 juillet 1918, le nom d'origine donné par ses parents était Rolihlala Mandela, mais parce que son professeur avait des difficultés à réciter, on lui donna alors le nom de Nelson, le nom du capitaine britannique de l'époque, plus tard dans sa lutte, il fut également connu sous le nom de Madiba. Nelson a été la première personne de sa famille à entrer à l'école. En grandissant, Nelson était autrefois avocat, avant de finalement se lancer dans la politique et de devenir président de l'ANC, un forum de lutte des Noirs africains pour exiger l'égalité des droits, dans lequel Nelson s'est vigoureusement opposé au régime d'apartheid. Nelson Mandela s'est rapidement familiarisé avec le mouvement pour l'égalité à cette époque, il a également indiqué qu'il avait rapidement fait la connaissance des leaders de l'égalité, notamment Oliver Tambo. Initialement la lutte qu'il menait avec le parti qu'il dirigeait, l'ANC était des luttes pacifiques, c'est pourquoi en août 1958, l'ANC éclate, avec la séparation de Robert Mangaliso Sobukwe, qui pensait que l'ANC n'était pas radical, et moins affirmé dans l'opposition, critiques L'ANC a alors établi le Congrès panafricain (PAC), comme forum pour sa lutte. Pendant ce temps, Mandela lui-même a continué à se battre sans violence en menant une campagne pour demander à la Convention nationale de créer une nouvelle loi sud-africaine juste et anti-discrimination en mai 1961. Mais lorsque le gouvernement a refusé, Mandela a fait campagne pour des grèves, qui ont ensuite répondu avec la violence et la brutalité du régime. Ce n'est qu'en juin 1961, premier tournant de la prise de conscience de Mandela et de la nation noire africaine, car la violence de l'apartheid était vraiment devenue une violence structurelle, donc il n'y avait aucun sens à la lutte menée pacifiquement, quand la lutte était toujours confrontée aux balles, Nelson pense donc que la violence et la non-violence sont les deux choix à faire, et préfère les vrais mouvements avec des vies en jeu. Des sabotages ont également été pratiqués, en réponse à l'extrême violence du régime d'apartheid. La violence elle-même avait déjà eu lieu le 21 mars 1960, lorsque le massacre a eu lieu à Sharpeville, et s'est terminée par le massacre de milliers de vies et par l'interdiction

de l'ANC et du fragment de droite radicale du PAC. Même si les mouvements contre l'apartheid ont continué à augmenter, et qu'il y a même eu des affrontements, cela n'a pas temporairement ébranlé le gouvernement blanc pour abolir immédiatement le régime. Nelson Mandela lui-même a continué à lancer un mouvement de protestation organisé par l'ANC qu'il a dirigé, qui est devenu plus tard également un mouvement de manifestation de masse, de boycott, de grève et de brûlage de passeports noirs. Pas assez, il a ensuite fondé et dirigé l'aile militaire de l'ANC, à savoir Umkhonto we sizwe, plus récemment, lorsqu'au tribunal, Nelson a prétendu saboter l'armée, et a également planifié d'élaborer une guérilla, ce qui a également indiqué que dans sa lutte contre l'apartheid, l'ANC a également commis des violations des droits de l'homme, son rapport à la commission vérité et réconciliation. Nelson Mandela a lui-même mené une résistance armée dans des mouvements clandestins, en attaquant des centres industriels. Il s'est caché pendant plusieurs années, car le régime le considérait comme dangereux. Nelson a été arrêté en 1964 et condamné à perpétuité avec Walter Sisulu. Lorsque le tribunal a décidé de la peine, Nelson a déclaré qu'il était prêt à mourir pour l'égalité des droits. 18 ans après avoir été emprisonné à Robben Island,

Mandela s'est vu offrir une libération conditionnelle et obtiendrait l'asile au Transkei, mais il a refusé, il voulait juste être libre sans conditions et à l'abri de la détention en tant que personne libre pour l'égalité des droits des Noirs. Enfin, pendant 27 ans, il a été détenu, Nelson Mandela a été libéré sans condition, après que le président Frederik Willem de Klerk a demandé une réforme totale et des négociations avec l'ANC et aurait organisé des élections libres en 1994 où le parti de Mandela a remporté les élections, et il est devenu un président noir First Afrique du Sud, Les tâches initiales étaient de rechercher la réconciliation nationale afin qu'il n'y ait pas de conflits récurrents entre les races, en particulier la vengeance mutuelle, à son tour une commission, à savoir la commission vérité et réconciliation.

D. CONCLUSION

Pour former et appliquer la politique de l'Apartheid, le Parlement sud-africain a adopté une série de lois extraordinaires qui ont permis une séparation totale entre les groupes raciaux à chaque étape de la vie, coupant systématiquement les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les non-Blancs et protégeant les forces de sécurité des limitations légales. . Des millions de non-Blancs, y compris des Indiens, des Pakistanais et des groupes noirs, sont forcés de quitter le territoire « blanc » pour entrer dans des parties isolées de diverses villes d'Afrique du Sud. La politique du Parti nationaliste de l'apartheid s'est poursuivie et s'est intensifiée sous le successeur de Malan, le Premier ministre Hendrick F. Verwoerd. En 1961, le gouvernement a rompu ses relations avec le Commonwealth britannique et a déclaré que le pays était la République d'Afrique du Sud. En 1983, avec l'augmentation des tensions raciales, Verwoerd est tué.

LES RÉFÉRENCES

1. Adnan, Abdul Hadi. (2008). Development of International Relations in Africa. Bandung: Space.
2. Agus, B. (2013). APARTHEID POLITICS IN SOUTH AFRICA.
3. Christian, A. P. (2014). The role of Nelson Mandela in the Anti-Apartheid Movement in South Africa 1994-1999. GLOB AL & POLICY JOURNAL OF INTERNATIONAL RELATIONS, 2 (1), 104-112.
4. Dipoyudo, Kiridi. (1983). Africa in upheaval. Jakarta: CSIS
5. Davis, Richard Hunt. (2007). Apartheid, Microsoft® Student 2008 [DVD]. Redmond, WA: Microsoft Corporation.
6. Lemon, Anthony, O'Meara, Patrick, and Winchester, N. Brian. (2007). South Microsoft® Redmond, Corporation.
7. Lewis, S. R. (1990). The economics of apartheid (pp. 127-134). New York: Council on foreign relations Press.
8. Maull, H. (Ed.). (2013). Südafrika: Politics-Gesellschaft-Wirtschaft vor dem Ende der Apartheid. Springer-Verlag.
9. Sharpeville Massacre. (2007). Microsoft® Student 2008 [DVD]. Redmond, WA: Microsoft Corporation.
10. Wenzel, C. (2013). Südafrika-Politics der Bundesrepublik Deutschland 1982–1992: Politics of the Apartheid Gegen ?. Springer-Verlag.
11. Yusna, V. (2013). The Development of Apartheid Politics during the Reign of Frederik Willem De Klerk in 1989-1994 (Doctoral dissertation, Indonesian University of Education).